

Contribution au thème 4 de Nicolas BENIES :

Notre monde est marqué d'une double crise. Celle de la restructuration du Capital et celle du mouvement ouvrier. Macron en est un des résultats en même temps qu'un symptôme. La gauche en adoptant sans frémir les dogmes du libéralisme une fois installé au gouvernement a sapé les bases mêmes de sa légitimité. Le poison était dans le fruit. Hollande a poussé le PS dans les profondeurs de l'abîme en reprenant la « déchéance de la nationalité » à la droite extrême. Sur les deux terrains principaux, la politique économique de privatisation et la morale, la gauche dite de gouvernement avait failli.

Une gauche est morte comme un capitalisme. Le syndicalisme participe de cette déstructuration qui touche directement au projet de société. L'actuel président de la République a bien compris le défaut de la cuirasse en accentuant une politique d'inspiration libérale qui vise à rien de moins qu'à rayer de la carte les services publics et les organisations syndicales de salarié-e-s. La dite « réforme de l'État » ne se réduit pas à la baisse des dépenses publiques mais fait surgir une nouvelle forme de l'Etat qui fait disparaître la forme sociale construite par les luttes des salarié-e-s - et qui a permis une croissance continue pendant 30 ans.

Pour faire vivre le syndicalisme de transformation sociale il ne faut pas simplement raisonner en termes de réunification d'un mouvement syndical inchangé depuis 1947 mais s'inscrire dans la nécessité d'une refondation de l'ensemble du mouvement ouvrier en lien avec les structures politiques et associatives qui se réclament de notre combat commun, changer la société pour construire un mode de production plus solidaire, plus égalitaire, écologiste et féministe, une société qui rompt avec l'horizon de la valorisation du capital.

Face à la systématisation du libéralisme en actes incarné par Macron, le syndicalisme dans son ensemble a besoin de propositions globales, d'un projet de société qui renouent avec les utopies de transformations sociales pour que l'espoir change de camp et la combat d'âme.

Une urgence qui prendra du temps à laquelle il faut s'atteler dès maintenant.

La refondation nécessaire ne se limite pas à la France. La gauche dite de gouvernement est aussi en crise en Allemagne. Quelle est la place d'une social-démocratie incapable de promouvoir des réformes en faveur des salarié-e-s ? De prendre la révolution scientifique et technique pour réduire le temps de travail ? Pour partager les gains de productivité ?

L'Union Européenne est un espace que le syndicalisme se doit d'occuper pour promouvoir des politiques, des revendications communes à l'ensemble des classes laborieuses. Actuellement, cette construction européenne n'est plus légitime aux yeux des populations. Depuis le gouvernement Tsipras, en Grèce, elle est perçue comme porteuse du libéralisme le plus fou et le plus meurtrier pour les populations. Redonner une légitimité à cette construction fait partie de la refondation. Il lui faut un modèle social et démocratique. D'autant que les libertés démocratiques sont bafouées. État d'urgence, lois sécuritaires diverses, la répression des migrants font partie d'un arsenal qui fait la part belle à l'extrême droite et à ses vecteurs fascistes.

Partout la démocratie est menacée par des procédés démocratiques. La crise politique provoque des replis sur soi, des constructions locales pour changer son monde et l'abstention visible dans tous les pays d'Europe. Cette crise politique qui touche droite et gauche a été aussi un facteur favorable pour Macron. L'abstention lui a permis de remporter la mise.